

Abonnez-vous
Faites un don
Soutenez Le Courrier

LE COURRIER

rubriques

dossiers

perspectives

culture libre

édition du jour

recherches

identifiez-vous

Accueil » Solidarité » article

Le drame mapuche, l'échec de Michelle Bachelet

Paru le Samedi 12 Décembre 2009

PROPOS RECUEILLIS PAR BENITO PEREZ



CHILI - A la veille d'élections générales promises à la droite, la question mapuche symbolise l'échec du centre-gauche, au pouvoir depuis vingt ans, à intégrer les plus exclus dans son projet. Rencontre avec Víctor Ancalaf.

Ses 47 ans ne se lisent pas sur le visage doux et souriant de Víctor Ancalaf Llaue. Pas même les cinq années passées en prison, au régime de la loi antiterroriste édictée par Augusto Pinochet et maintenue par ses successeurs. Leader des opposants au mégabarrage Ralco d'Endesa, le militant mapuche - fondateur de la remuante Coordination Arauco-Malleco - avait été arrêté puis condamné pour incendie volontaire sur la seule base de témoignages anonymes. Les protestations de la Fédération internationale des droits humains et d'autres ONG n'avaient servi à rien. Libéré en 2007, l'ex-prisonnier politique poursuit son action comme simple werken (porte-parole) de sa communauté de Choin Lafkenche (9e Région). En septembre, invité par l'Association internationale contre la torture, Víctor Ancalaf avait toutefois bénéficié d'une tribune de choix, s'exprimant au Conseil des droits de l'homme sous le regard des diplomates du Chili et d'ailleurs. Le Courrier l'a également rencontré. L'occasion de rappeler que, vingt ans après la chute de la dictature militaire et à la veille d'élire le successeur de Michelle Bachelet, la principale minorité ethnique du pays - plus d'un million de Mapuches pour 16 millions de Chiliens - demeure largement exclue des institutions et vit, dans sa grande majorité, sous le seuil de pauvreté.

A l'ONU, vous êtes intervenu durant un débat sur le droit au développement pour dénoncer la répression policière. Ne vous êtes-vous pas trompé de débat?

Víctor Ancalaf: Non. Nous voulions démontrer que la militarisation de l'Arauco (zone mapuche du Chili, ndlr) résulte de l'absence de volonté du politique du Chili de répondre à nos revendications territoriales. Nous sommes un peuple appauvri. On a nié notre droit à nous développer en tant que personnes. Et ceux qui n'acceptent pas de renoncer à la lutte historique de notre peuple sont criminalisés.

En quoi les Mapuches se voient-ils privés du droit au développement?

Un petit nombre de Chiliens s'est approprié notre territoire historique. La terre est un élément constitutif de notre culture, de nos us et coutumes, de notre existence en tant que peuple. Son statut communautaire sous-tend notre mode d'activité économique de survie, qui refuse le mercantilisme, l'accumulation et le profit. Les gens ne rêvent pas de se transformer en grands entrepreneurs mais de vivre en harmonie avec la nature.

Qui possède ces terres qui vous font défaut?

Pour bonne part, des transnationales, notamment forestières ou saumonières, mais aussi des privés chiliens, comme [Sebastián] Piñera (candidat favori de la présidentielle, lire ci-contre, ndlr), qui possède des dizaines de milliers d'hectares.

Depuis le retour de la démocratie, plusieurs programmes de restitution de terres aux indigènes ont pourtant été mis en place.

Leurs résultats sont infimes. Le budget consacré à l'achat de terre est très bas. Dans la zone de Malleco, par exemple, le dernier processus (débuté en 2003, ndlr) n'a permis de récupérer que 6000 à 7000 hectares des 400 000 que nous revendiquons¹.

Comment se mène la lutte pour la terre dans ces conditions?

Dans ma région, les gens ont décidé de ne pas abandonner les terres bloquées (dans ce processus de restitution, ndlr).

C'est-à-dire que vous occupez les terres avant que l'Etat ne les attribue...

Faire un don

Pour des médias indépendants...

En faisant un don pour cet article, vous participez au maintien de notre indépendance. Le Courrier n'a pas de capital, mais il a une richesse, ses lecteurs. Si vous souhaitez faire un don en Euro, vous pouvez vous rendre sur notre page Dons.

Votre boîte à outils



Parrainez un futur abonné !

Commandez votre calendrier
Courrier 2010

*Il n'y a que
les chansons
de variété
qui disent
la vérité !*

mise en scène
Alexandre Doublet

WWW.THEATRE-ARSENIC.CH



Ces articles sont mis à disposition sous un contrat Creative Commons.

Nous avons été dupés plus d'une fois. Les autorités promettaient la restitution d'une parcelle puis laissaient les choses en l'état. C'est pourquoi, pour nous, entrer sur ces terres signifie ne pas les abandonner. Notre combat est juste et légitime. Nous avons été asservis et dépossédés durant la mal nommée «pacification» (conquête des territoires autonomes mapuches par l'armée chilienne en 1881, ndlr). Nous avons été regroupés sur de petites parcelles peu productives, condamnés à nous appauvrir. Aujourd'hui, cette politique de génocide social et culturel continue. Toutes les ressources naturelles sont extraites et captées par une minorité. Laissant les gens dans la pauvreté et d'importants dégâts environnementaux, la terre et la mer stériles, les lacs et les rivières pollués par les mines ou les entreprises forestières. La faune et la flore aussi sont touchées, des espèces disparaissent.

Vous vivez dans une communauté rurale périphérique. Quels sont les problèmes vécus au quotidien?

D'abord, nous ne bénéficions pas des mêmes services de santé ou d'éducation qu'ailleurs. Ensuite, il n'existe aucune politique de soutien aux projets économiques de nos communautés. Dans ce pays, le développement n'est vu qu'à travers le soutien aux transnationales. Cette politique néolibérale a toujours eu les faveurs des gouvernements de la Concertacion (coalition des socialistes et démocrates-chrétiens, ndlr). A côté, ils ont mis en place quelques mesures assistancielles qui ne permettent pas de sortir réellement de l'état de pauvreté. Ce n'est pas pour rien que les jeunes femmes jouent un rôle central dans le mouvement pour la terre. Comme futures mères, elles savent l'importance de conquérir un espace où installer leur famille.

Votre parcours témoigne de la dureté de ce combat. Quelque chose a-t-il changé depuis votre condamnation et l'arrivée de la socialiste Michelle Bachelet?

Non. La loi antiterroriste qui m'a été appliquée continue d'être invoquée face aux protestations sociales. Au fur et à mesure que le nombre de communautés engagées dans le processus de récupération augmente, la répression se durcit. Six Mapuches ont été assassinés sous ce gouvernement, le dernier en août d'une balle dans le dos. Or, quand les droits sont bafoués, la résistance est légitime. Par exemple, la loi interdit de faire commerce avec les terres indigènes. Mais dès que cette loi entre en conflit avec des intérêts particuliers, elle n'est pas respectée: on fait voter une loi sur l'eau, sur l'électricité, etc., qui primera sur la loi indigène.

Qu'attendez-vous des élections générales du 13 décembre?

Pas grand-chose. Le système électoral «binominal» (mixte de majoritaire et proportionnelle par petite circonscription, ndlr) ne permet pas la juste représentation du peuple mapuche. On est condamné au mieux à une participation folklorique... Nous sommes 10% de la population, nous devrions avoir 10% de députés, mais c'est impossible. La solution politique passe par une forme d'autonomie, où nous élirions directement nos autorités et nos représentants à Santiago. Personne ne parle d'indépendance, de dessiner une nouvelle frontière, seulement d'un rapport équilibré. Mais la volonté politique est absente. |

Note : 1 Partie nord de la 9e région, Malleco couvre un total de 1,3 million d'hectares.

article

Alternance

BENITO PEREZ

Après deux décennies de domination de la Concertacion, le Chili pourrait s'offrir au milliardaire ultralibéral Sebastian Piñera, qui caracole en tête des sondages, à la veille du premier tour de la présidentielle. Avec 44% des intentions de vote, il devance de 13 points le candidat de la coalition sortante (PS-DC) Eduardo Frei et de 26 points le socialiste dissident Marco Enriquez-Ominami. Ferme la marche, le candidat de la gauche de la gauche, Jorge Arrate, crédité de 7%. Jamais la droite héritière de la dictature n'a semblé si proche de reconquérir le palais de la Moneda. Mathématiquement, les candidats de gauche et du centre demeurent majoritaires, mais le démocrate-chrétien Eduardo Frei aura bien de la peine à combler un tel retard en un mois. L'appel au «vote utile» attendu de la part des deux challengers progressistes pourrait n'être pas suffisant devant l'absence de charisme d'un ex-président (1994-2000) sans grand bilan. L'électorat du jeune et ambitieux Marco Enriquez-Ominami semble le plus rétif à se donner au vieux notable démocrate-chrétien. Mais surtout, Sebastian Piñera devrait bénéficier de l'usure du modèle social-libéral mis en place par la Concertacion. Vidé de sa substance durant les années Pinochet, l'Etat chilien - malgré ses réserves monétaires - s'est montré incapable de mener les réformes socio-économiques et politiques promises par les présidents centristes successifs. Un constat aujourd'hui plus durement ressenti, alors que la très globalisée économie chilienne laisse apparaître sa grande fragilité. Entré en récession, le Chili fait même pâle figure à côté de ses voisins sud-américains, longtemps raillés pour leur «retard», mais qui traversent la crise mondiale sans grand dommage. Des difficultés qui, si elles n'ont pas terni la popularité de la sympathique Michelle Bachelet, semblent avoir convaincu certains que l'heure est à l'alternance. |

article

«Les privatisations ont rendu l'économie chilienne plus vulnérable»

SÉBASTIEN BRULEZ, CARACAS

ENTRETIEN - Selon Orlando Caputo, économiste et membre du Conseil latino-américain de Sciences sociales, l'ouverture de l'économie et les Traités de libre commerce ont accéléré l'impact de la crise au Chili. Souvent présentée comme la gauche «responsable» en Amérique latine, en opposition aux processus de transformations sociales menés dans d'autres pays, la Concertacion au pouvoir au Chili depuis la fin de la dictature s'est dans les grandes lignes contentée de poursuivre les politiques de privatisation menées par la Junta militaire. Selon l'économiste Orlando Caputo, l'ouverture économique et les Traités de libre commerce (TLC) ont rendu le pays plus vulnérable face à la crise mondiale. M. Caputo est membre du Conseil latino-américain de Sciences sociales et fut gérant général de Codelco (Corporation nationale du Cuivre) durant le gouvernement de Salvador Allende.

Les défenseurs du libre échange présentent l'économie chilienne comme un exemple à suivre pour les pays sud-américains. Comment a-t-elle réagi face à la crise mondiale?

Orlando Caputo: Notre économie présentait des signes d'épuisement relatif avant la crise. Parmi les grandes économies d'Amérique

latine, le Chili et le Mexique ont d'ailleurs obtenu la croissance la plus faible ces dernières années. En plus de cela, l'ouverture de l'économie chilienne et les Traités de libre commerce ont fait en sorte que l'impact de la crise se transmette de façon accélérée chez nous. Si on mesure les variations du PIB par rapport au trimestre immédiatement antérieur, l'économie chilienne est entrée en récession à partir du troisième trimestre 2008, avec une diminution de la production au troisième et au quatrième trimestre. Et d'après une étude de Merrill Lynch, le Chili fut le premier pays de la région à entrer en récession!

Sur la même période, les fonds de pensions des travailleurs (accumulés durant des décennies et investis en grande partie sur les marchés du Chili et d'autres pays, particulièrement des Etats-Unis) ont perdu près de 37 milliards de dollars par rapport à leur valeur de décembre 2007. Ce qui équivaut à une perte de 33,3% de leur valeur totale. En plus de cela, les pertes dues à la chute des prix du cuivre sont estimées à 25 milliards de dollars pour l'année 2008. Le cuivre, principale richesse du pays, représente plus de 60% des exportations totales chiliennes ces dernières années.

L'ensemble de ces pertes équivaut à 50% du PIB. L'impact sur la société chilienne et sur les indicateurs macroéconomiques (consommation, investissements et production) a été radical et le chômage a fortement augmenté.

Que reste-t-il aujourd'hui de la nationalisation du cuivre menée par le gouvernement de Salvador Allende?

Grâce à la politique de nationalisation impulsée par le président Allende, l'État (via Codelco) contrôlait pratiquement à 100% la production de cuivre. Aujourd'hui on atteint à peine les 26,2%. Avec la dictature, les bases du capitalisme ont été restaurées, tout comme l'augmentation du taux de profit. Cela s'est fait, entre autres, par l'augmentation de l'exploitation des travailleurs, les privatisations d'entreprises et le développement du capitalisme dans les campagnes. Par ailleurs, le néolibéralisme a transformé le système des pensions, a approfondi le caractère exportateur primaire de l'économie chilienne et a augmenté sa dépendance et sa vulnérabilité. |

Commentaires

Le drame mapuche, l'échec de Michelle Bachelet | S'identifier ou créer un nouveau compte | 0 Commentaires

Affichage Par discussions Ordre Le plus ancien d'abord Rafraîchir

Les commentaires appartiennent à leur auteur.

Ils ne représentent pas forcément les opinions du *Courrier*.

LE COURRIER

- » Présentation
- » L'équipe
- » Historique
- » Charte
- » Statuts NAC
- » Membres
- » Ass. lecteurs
- » Architrave
- » L'agenda
- » Contacts
- » Partenaires
- » Tarifs annonces

LE COURRIER

- » Abonnez-vous!
- » Le coin des abonnés
- » Nouvelles du Courrier



Valid XHTML | Valid CSS | Copyright © NAC | Base Design by SmallPark | Build by Olivier Evalet | Fully GPL software